

3. Renforcer et faire converger les luttes

L'objectif est de se mettre d'accord de manière large sur les 4 priorités ci-dessus pour nous renforcer mutuellement et créer un front populaire capable de concevoir et porter des conquêtes sociales et écologiques.

Nous sommes conscient-es que pour réussir à créer un front dynamique, légitime et solide dans le temps, il est essentiel de partir des expériences existantes, de les valoriser et de faire remonter des propositions concrètes issues de l'intelligence collective née de l'expérience de l'épidémie et des précédentes.

Les coopératives de couturières, les syndicats étudiants, les organisations paysannes, les réseaux d'initiatives solidaires (colis alimentaires et d'hygiène dans les quartiers, etc.), les équipes populaires, les centres sociaux, les organisations de livreurs, les collectifs de personnes sans-papiers, les associations qui s'occupent des personnes sans-abri, les comités de soutien aux personnes enfermées, les associations de parents de quartiers populaires, les gilets jaunes, les collectifs de chômeur-euses et d'allocataires sociaux, les regroupements d'habitant-es pour la défense des territoires... doivent, avec les autres formes plus « traditionnelles » d'organisation, prendre la place qu'ils méritent dans le champ du débat politique et dans un front commun.

Fort-es de ce rassemblement large et diversifié, et tout en respectant l'autonomie d'action de chacun-e, nous pourrons nous coordonner sur certaines priorités ou agendas afin de « taper sur le même clou » tous et toutes ensemble à différents moments.

Ce front, à la fois espace politique de discussion et outil au service des luttes en cours, pourra alors devenir un moteur puissant pour encourager la solidarité intersectorielle et décloisonner les luttes.

Pour vous joindre à l'initiative et contribuer dès à présent, veuillez répondre au formulaire disponible en bas du texte à cette adresse : <http://www.gresea.be/Un-front-social-ecologique-et-democratique-pour-reinventer-l-avenir>



La pandémie de COVID-19 a apporté une nouvelle urgence à l'adoption d'une «économie de la vie»,

Dans un message commun, le Conseil œcuménique des Églises, la Communion mondiale des Églises réformées, la Fédération luthérienne mondiale et le Conseil de la mission mondiale ont exhorté les gouvernements à renforcer leur soutien aux soins de santé et à la protection sociale.

Ils ont en outre appelé à l'annulation de la dette et à la mise en œuvre des propositions fiscales « Zachée »¹, notamment l'initiation d'impôts progressifs sur la fortune aux niveaux national et mondial pour financer la réponse critique à la pandémie.

"L'urgence de santé publique est symptomatique d'une crise économique plus profonde qui la sous-tend", indique le message. «De plus, une gouvernance inefficace et corrompue au niveau national a exacerbé l'incapacité des gouvernements à soutenir ceux qui sont les plus vulnérables à la pandémie.»

La crise écologique à laquelle le monde est confronté aujourd'hui est étroitement liée à COVID-19, note le message.

"Les mesures pour faire face aux impacts socio-économiques de la pandémie ont été simplement palliatives et ont été principalement dirigées vers le sauvetage des sociétés plutôt que des personnes", indique le message. «Dans certains endroits, les économies sont déjà en train de redémarrer au risque de voir leurs décès augmenter, ce qui rend problématique le compromis perçu entre le sauvetage de l'économie et le sauvetage de vies.»

Les personnes déjà vulnérables sont les premières victimes en termes de pertes de vies et de moyens de subsistance, poursuit le texte. « Le confinement a également empêché de nombreuses personnes d'échapper à la violence domestique », indique le message.

«Cette crise met en évidence l'immense valeur des soins de santé, l'économie des soins et la charge de travail accrue des femmes dans les soins.»

Nous vivons une époque d'urgence apocalyptique et il est rappelé que le terme «apocalypse» signifie dévoiler ou découvrir, peut-on lire dans le message.

« À sa lumière, nous voyons à nouveau et de nouveau les réalités déformées et les inégalités que des intérêts puissants ont fait passer comme « normaux » et incontestables... Les causes humaines et les racines systémiques de cette pandémie indiquent la nécessité d'un changement systémique si nous voulons être convertis par cette « découverte » que le COVID-19 nous apporte», indique le texte.

Vous pouvez lire le texte intégral du message sur oikumene.org

¹ L'objectif de la campagne « Zachée » est de reprendre l'histoire racontée à propos de Zachée dans les évangiles pour initier une transformation aux différents niveaux locaux, nationaux et mondiaux des dettes sociales et écologiques – y incluant des réparations pour l'esclavage et le colonialisme – par la justice fiscale. Voir le cahier de Kairos Europa « Das Zacheus –Projekt der weltweiten Okumene » - New International Financial and Economic Architecture (NIFE) – www.kairoseuropa.de (NDLR)

Des économies ébranlées doivent affronter l'évasion fiscale pour faire face à la crise du Coronavirus, déclarent des experts.

Alors que les programmes médicaux et sociaux d'urgence contre les coronavirus mettent à nu les déficiences économiques et sociales dans le monde, des experts appellent à une réponse fiscale plus énergique face à la crise.

Ils ont déclaré que la hausse spectaculaire des demandes de chômage, combinée à la charge supplémentaire considérable pesant sur les systèmes de santé, devrait être un « appel aux armes » fiscal pour les gouvernements à l'échelle internationale.

La pandémie a mis en évidence la dépendance mondiale envers les géants numériques et pharmaceutiques, et devrait en même temps mettre en lumière leur comportement fiscal, a déclaré Rasmus Corlin Christensen, chercheur au Centre international pour la fiscalité et le développement (ICTD).

"Les géants du numérique [et d'autres sociétés] exploitent le système fiscal international, en utilisant ses opportunités juridiques pour réduire leur fardeau fiscal et concevoir leur modèle d'entreprise qui minimise leur facture fiscale", a déclaré Christensen au Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ). **« Il y a un décalage entre le rôle important qu'ils jouent dans notre société et leur comportement fiscal. »**

Alors que les gouvernements font face à une crise économique, ils sont confrontés à une réalité que de nombreux économistes et défenseurs de la justice fiscale soulignent depuis longtemps: plus de 800 milliards de dollars de recettes fiscales sont perdues chaque année.

En 2016, l'enquête menée par l'ICIJ sur les « **Panama Papers** » a révélé les transactions financières à l'étranger de politiciens, d'entreprises et de criminels. Elle a aidé les **gouvernements à recouvrer au moins 1,2 milliard de dollars** en amendes et arriérés d'impôts jusqu'en avril 2019. Mais des milliers de milliards de dollars restent cachés à l'étranger.

Gabriel Zucman, économiste à l'Université de Californie à Berkeley, a déclaré à l'ICIJ que l'une des leçons claires de la dislocation économique actuelle était que : **"Les paradis fiscaux sont au cœur de la crise financière et budgétaire"**.

Chaque année, estime-t-il, **40% des bénéfices** des multinationales **sont transférés vers des paradis fiscaux** et 8% de la richesse personnelle est placée de manière offshore.

Comme l'ont révélé les enquêtes précédentes de l'ICIJ, certaines de ces multinationales présentes dans les paradis fiscaux incluent des sociétés technologiques comme **Facebook**, **Uber** et **Amazon**. Celles-ci sont devenues par ailleurs des liens vitaux à travers le monde, alors qu'on s'active pour faire face à l'épidémie virale par le biais de quarantaines de populations entières.

La liste de ces multinationales dont les bénéfices non taxés sont transférés dans les paradis fiscaux se prolonge avec **Apple**, qui par ailleurs a déclaré **produire des équipements de protection** pour les travailleurs médicaux, des **sociétés de technologie** médicale comme Medtronic, qui produit des ventilateurs, et Johnson & Johnson, qui travaille sur un **vaccin en partenariat avec une agence d'État américaine**.

« Le renforcement de nos services publics commence par une lutte plus énergique contre l'évasion et la fraude fiscales » - Gabriel Zucman

Les experts disent encore que le paradoxe de la crise actuelle est que les revenus perdus en raison de l'action des paradis fiscaux et d'autres entreprises géantes, auraient pu être utilisés pour sauver des vies et maintenir des économies entières à flot alors que les gouvernements réagissaient à la crise.

Zucman a ainsi déclaré que s'il y avait une leçon à tirer de la crise actuelle, c'était que :

«Renforcer nos services publics commence par lutter contre l'évasion fiscale et l'évasion fiscale de manière plus énergique.»

Lorsque des pays comme le **Luxembourg** offrent «des accords fiscaux personnalisés aux multinationales (rulings), lorsque **les îles Vierges britanniques** permettent aux blanchisseurs d'argent de créer des sociétés anonymes pour quelques sous et que la Suisse détient la richesse des élites corrompues hors de vue dans ses coffres», a déclaré Zucman, tous volent les revenus de nations étrangères.

Les pays en développement sont particulièrement vulnérables à un tel système, avec des pertes fiscales annuelles estimées à environ 200 milliards de dollars, chiffre équivalent à leurs pertes dues à la pandémie, selon les estimations des Nations-Unies.

Bien que souvent riches en ressources naturelles, ces pays voient régulièrement leurs précieux produits de base extraits par des **multinationales qui transfèrent les bénéfices vers leurs sociétés écrans offshore** et privent le pays d'origine de recettes fiscales indispensables.

L'année dernière, l'enquête de l'ICIJ sur les « Mauritius Leaks » a révélé combien de sociétés et de particuliers fortunés exploitent les prétendues conventions fiscales pour détourner essentiellement les recettes fiscales des pays pauvres à leur profit. Bien que légales, **les conventions fiscales** deviennent souvent un moyen d'éviter de payer des impôts dans les pays en développement, qui peuvent ne pas être en mesure de concurrencer les incitations offertes par les paradis fiscaux comme l'île Maurice ou autres.

«Des réponses publiques durables et solides aux chocs nécessitent **des capacités administratives et des ressources fiscales** », a déclaré Christensen. «L'évasion fiscale et la concurrence fiscale mondiale, plus largement, mettent à rude épreuve la capacité des pays à mobiliser ces ressources.»

Pour uniformiser les règles du jeu, les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont travaillé sur la réforme du système fiscal mondial, mis en place à une époque antérieure à Internet. Le plan comprendrait de nouvelles façons de taxer les entreprises numériques et de réaffecter une partie de leurs bénéfices aux pays où ils ont des clients (consommateurs) - souvent différents de leur adresse commerciale (centre d'entreprise) ou de la filiale détenant leur propriété intellectuelle. (Pensez, par exemple, aux réseaux sociaux, aux entreprises de commerce électronique ou aux banques internet qui peuvent être constituées en Europe mais qui réalisent de nombreux bénéfices dans les pays en développement).

Le plan de l'OCDE exigerait également **un taux d'imposition effectif mondial minimum** pour les multinationales, ce qui rendrait plus difficile le déplacement des bénéfices et la réduction de leurs impôts. Le résultat est estimé à 100 milliards de dollars de revenus supplémentaires par an, a déclaré Christensen.

Cependant, de nombreux détails importants, tels que le taux d'imposition minimum, doivent encore être décidés. Etant donnée la tournure tragique de la situation actuelle, les négociations - qui pourraient profiter aux pays dont les économies sont durement touchées par le coronavirus - pourraient se bloquer à cause de la pandémie.

Les réductions d'emploi dans les administrations fiscales

04/06/2020 (Bruxelles) Communiqué de presse - EPSU

Aujourd'hui, la Fédération européenne des syndicats des services publics (FSESP) a publié une **étude sur les réductions d'emplois dans les administrations fiscales de l'UE** qui souligne la nécessité d'investir dans la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales. Alors que les gouvernements offrent des milliards de deniers publics aux entreprises, il est plus urgent que jamais d'éviter que cet argent ne se retrouve aux mains d'escrocs.

L'étude montre qu'entre 2008 et 2018, la décennie d'austérité, 100. 000 emplois ont été supprimés dans les services de perception fiscale dans 28 pays européens, dont le Royaume-Uni. Cela signifie **une baisse de 14,3%, soit environ un emploi sur sept**. En conséquence, les conditions de rémunération et de travail dans les administrations fiscales se sont dégradées.

Ce rapport, réalisé par le Labor Research Institute (LRD) basé au Royaume-Uni, repose principalement sur les données des autorités fiscales nationales et des affiliés de la FSESP ayant des membres travaillant dans les administrations fiscales. Presque tous les pays ont connu une réduction de leurs effectifs, à l'exception du Luxembourg et de la Norvège. Dans la plupart des cas, la numérisation des administrations fiscales a entraîné une réduction du personnel sans rendre la perception des impôts plus efficace. Le rapport souligne que **seuls 7 des 28 pays couverts par l'étude, ont un service fiscal spécialisé pour les particuliers fortunés « les super-riches »**. Il y a aussi des cas où des entreprises et des particuliers puissants semblent avoir influé sur les décisions fiscales. Ces dernières années ont vu une augmentation vertigineuse du nombre de particuliers et d'entreprises qui ne paient pas leur juste part d'impôts, et également l'étude illustre le manque de proactivité de la plupart des gouvernements européens pour faire face aux dits super-fraudeurs.

Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de la FSESP, déclare: « **Au lieu d'investir dans des administrations fiscales de qualité, les gouvernements ont continué de réduire les moyens de poursuivre ceux qui peuvent payer des impôts mais choisissent de ne pas le faire.** La réponse à la pandémie de Covid-19 a dramatiquement mis en évidence le sous-financement chronique de la santé et des soins aux personnes âgées. Il a mis largement en relief les inégalités de l'Europe. Rendre les systèmes fiscaux beaucoup plus progressifs et transparents et garantir que les administrations fiscales publiques aient les moyens de collecter les impôts, sera essentiel à la stratégie de reprise de l'UE ».

Il existe de solides arguments en faveur d'une action en matière fiscale, divers rapports montrant un écart important entre ce qui devrait être et ce qui est réellement collecté. Un certain nombre de directives de l'UE qui visent à améliorer la transparence fiscale conduisent à davantage de données disponibles dans les administrations fiscales. **Mais si les ressources humaines et matérielles ne sont pas disponibles, les nouvelles données ne seront pas traitées.** Les fraudeurs fiscaux échappent au paiement de leur part. COVID19 a entraîné une énorme perte de revenus publics et une augmentation des dépenses. Si les gouvernements n'inversent pas le désinvestissement dans les administrations fiscales, leur capacité à collecter les impôts continuera d'être compromise par le manque de personnel. L'expérience du Danemark indique que la réduction du personnel et le recours à la technologie sont la meilleure recette pour une catastrophe. Suite à cette « crise fiscale », le gouvernement danois a maintenant commencé à recruter plus de salariés. D'autres pays devraient emboîter le pas.

Les gouvernements offrent des milliards aux entreprises. Les entreprises qui ne paient pas leurs impôts et qui ne rendent pas compte de manière transparente de leurs impôts ne devraient pas recevoir de financement public. Pour éviter que l'argent public ne soit jeté dans un puits sans fond de fraude et d'évasion fiscale, la surveillance et les contrôles doivent être renforcés. Pour ce faire, nous avons besoin de ressources suffisantes et d'administrations fiscales dotées de personnel. Les gouvernements sont appelés à investir.

Pour plus d'informations: Pablo Sanchez psanchez@epsu.org 0032 (0) 474626633